

Bodson mène le front contre le gouvernement wallon

SOCIAL FGTB et CSC en front commun à Namur le 25 juin

- Thierry Bodson a été réélu à la tête de la FGTB wallonne.
- Le Liégeois cible la coalition MR-CDH installée depuis un an.
- Et plaide en fonction d'un « collectif » des forces à gauche.

Pour deux jours, les murs de Louvexpo résonnent de phrases claquant comme des détonations. La FGTB wallonne tient congrès, une semaine avant sa structure fédérale. Et le rassemblement des troupes du syndicat socialiste coïncide, cette fois, avec l'actualité sociale. Ainsi, tandis que Thierry Bodson monte à la tribune et reçoit mandat de mener l'Interrégionale wallonne pour quatre années encore, la CSC s'accorde pour une action en front commun avec elle à Namur. Ou plutôt deux, puisqu'outre la « concentration de militants » programmée le 25 juin, une manifestation est déjà annoncée pour le 20 septembre.

Deux décennies

Un événement : cela fait deux décennies au moins que rouges et verts n'ont plus mobilisé sur des thématiques régionales. Surprise ? Pas vraiment. Un triple motif d'insatisfaction a joué un rôle fédérateur : « La réforme des points APE, la politique de l'emploi et la diminution de la qualité et de la quantité des services à la population », énumère Thierry Bodson. Pierre-Yves Jeholet (MR) dit qu'il n'y aura pas de pertes d'emploi mais, quand on regarde

la trajectoire budgétaire 2018-2020, le budget des points APE diminuera de 7 %. » Une thématique qui sera mise en avant à deux semaines des élections communales. Et ce n'est pas un hasard. « Les points APE, cela concerne les emplois dans les crèches et les garderies communales », répond-il. Cela touche les gens. C'est important de l'évoquer avant les élections. »

Le syndicaliste n'épargne guère la coalition wallonne. Selon lui, « elle met à mal le modèle mosan » en ne tenant pas compte des positions avalisées par patrons et syndicats au sein du GPSW (le lieu de rassemblement des partenaires sociaux wallons). Une autre critique porte sur l'assurance autonomie. « D'abord, les 100 millions de financement, c'est avec l'impôt des personnes physiques qu'il faut les obtenir et pas via une cotisation, de manière à cotiser en fonction de ses revenus. Ensuite, pour la perte d'autonomie, il n'y a pas de diminution de la participation du bénéficiaire. On augmente donc l'offre de service et une partie de la population ne pourra pas se payer la première heure de prestation. » Enfin, il y a le Plan Marshall, porté par l'ensemble des acteurs wallons, et qui vient d'être remplacé par le Plan wallon d'investissement « pour lequel nous n'avons jamais été consultés ».

Peser à gauche...

Les métiers en pénurie, nouveau terrain d'action des libéraux ? « Nous avons réalisé un dossier d'une centaine de pages : sur dix métiers en pénurie, on a analysé les offres publiées durant huit mois par le Forem », répond Thierry Bodson. Systématique-

ment, il fallait avoir une expérience de trois ou quatre ans ; dans plus de 80 % des cas, c'était un CDD ou un intérim qui était proposé, sans espoir d'un CDI ; et il n'était pas rare que les qualifications demandées soient supérieures à celles nécessaires pour un tel métier. Quand on fait ça, on crée en partie la pénurie en cherchant le mouton à cinq pattes. Et je ne peux pas concevoir que si ce sont des métiers en pénurie, on ne propose qu'un intérim. Par ailleurs, si on veut régler le problème des pénuries, il faut demander à l'employeur ce qui manquait aux candidats qu'il a refusés. De façon à adapter le cursus scolaire, la formation... Faisons ça lors d'une expérience pilote. Si, après, il apparaît qu'il reste un problème sur certains métiers, je n'ai aucune objection à ce qu'on améliore la situation financière des apprenants mais pas en diminuant celle des autres. »

Mais ce congrès wallon est aussi l'occasion pour le leader de l'aile sudiste du syndicat socialiste de répéter son appel à l'unité, à gauche : « Construire un Nous à gauche », clame la banderole en façade de Louvexpo. Les destinataires ? Les syndicats, le monde associatif et les mouvements citoyens. Parce que certaines problématiques, comme le logement, ne sont pas du ressort du syndicat. Qui entend ainsi élargir son champ d'action.

... en faveur de priorités concrètes

La FGTB veut également peser via les partis de gauche, afin de porter une série de revendications aussi fortes que concrètes : le salaire minimum à 2.300 euros brut par mois (à discuter dans

certaines secteurs, concède-t-il), la globalisation des revenus pour calculer l'impôt, la réinstauration des taux d'imposition à 52,5 et 55 % pour les revenus mensuels nets de 6.000 et 8.000 euros (recette escomptée : 3 à 4 milliards par an), le renforcement des services publics, plus aucune allocation sociale sous le seuil de pauvreté (« 90 % d'entre elles le sont actuellement ») et des aides à l'emploi conditionnées à l'engagement du travailleur pour au moins trois mois (« Un tiers de ces aides concernent des contrats d'un jour via l'intérim »). Enfin, la FGTB veut s'attaquer au mal-être au travail, qui toucherait jusqu'à 40 % des travailleurs.

Le ton est donné. Et le syndicat socialiste promet de ne pas en rester là. Thierry Bodson promet de mobiliser avant le scrutin communal et bien au-delà, jusqu'aux élections fédérales et régionales de 2019. « Qui sème le vent récolte la tempête, prévient-il. Quand le gouvernement wallon s'est mis en place, il voulait s'inscrire dans la continuité du fédéral. C'est bien un point sur lequel ils ont tenu parole. Et cela mérite une réplique syndicale. » ■

PASCAL LORENT

coalition « On continue à plaider pour une alliance PS-Ecolo-PTB »

ENTRETIEN

Il avait plaidé, l'an dernier, pour une coalition PS-Ecolo-PTB en 2019 en Wallonie. Cette année, à l'occasion du congrès de la FGTB wallonne, Thierry Bodson remet le couvert, en tentant de fédérer tout ce que la gauche compte d'organisations : syndicats, associations, mouvements citoyens. Il s'en explique.

Le thème du congrès, c'est « Construire un Nous à gauche ». Qu'entendez-vous par là ?

Le clivage gauche-droite, ce n'est pas ringard. Il existe plus que jamais et c'est la droite et le centre à la Lutgen ou à la Macron qui en ont peur. Le rapport capital-travail, pareil. Quand on est dans une société où il est préférable de louer quatre appartements plutôt que de travailler à temps plein, il y a un problème dans le rapport entre capital et travail. La lutte des classes, elle reste d'actualité. Quand j'entends les témoignages de ces femmes d'ouvrage qui doivent faire dix chambres d'hôtel ou dix ou quinze bureaux en un minimum de temps pour gagner 650 euros par mois, on est en plein dedans. Nous devons donc nous réapproprier tout cela. On a tous lu des livres ou des articles expliquant que la part de la richesse produite passe de plus en plus au paiement des dividendes et moins aux salaires. On le lit et cela fait consensus. C'est pour cela que nous voulons nous réapproprier les mots. Nous n'avons pas peur d'être des gauchistes. Ce n'est pas une injure, pas plus que taxe ou fiscalité. Et nos propositions sont de gauche, pour essayer de rétablir les choses dans ce rapport capital-travail. Pour le féminisme, les jeunes, l'environnement... Par le salaire, la sécurité sociale, les services publics...

Comment avez-vous accueilli la frilosité du PTB par rapport à votre précédent appel ?

Les trois ont répondu frileusement pour des raisons différentes. Le PTB ne veut pas aller au

pouvoir s'il n'est pas à 30 ou 40 % aux élections car il ne pourra pas changer les choses. Ecolo a plutôt répondu qu'il n'était pas spécialement catalogué à gauche. Son électorat est éclectique et parler d'une coalition avec le PTB peut effrayer une partie de celui-ci. Et le PS a relevé que le PTB ne voulait pas aller au pouvoir.

Mais nous allons continuer à le marteler. Car qui peut croire que dans un attelage où le MR sera encore présent, on va s'asseoir à table et revoir l'âge de la pension à 65 ans et faire cette réforme fiscale ? Il sera difficile de faire croire aux gens que les libéraux vont revoir tout ce qu'ils ont mis en place durant cinq ans, sous prétexte qu'ils vont recommencer à gouverner avec le PS.

Cela veut dire que le PS ne doit pas aller au pouvoir au fédéral si le rapport de force ne lui est pas favorable ? La Flandre semble majoritairement à droite...

Cela dépend avec quel programme. Si c'est pour y aller sans avoir la garantie d'obtenir des avancées dans les principaux dossiers que nous avons évoqués – les pensions, le financement de la Sécurité sociale, la fiscalité –, cela ne vaut pas le coup. Et il risque de le payer. Mais au niveau flamand, s'empêchent-ils de mettre sur pied une coalition sous prétexte que cela va peut-être bloquer les choses au fédéral ? Non. Et nous, on renoncera à l'envisager pour la Wallonie. Je trouve cela un peu particulier. Si, demain, les Wallons ont voté majoritairement pour ces trois partis (PS, PTB, Ecolo), ce sera un signal. Et même si les sondages sont ce qu'ils sont, le gouvernement fédéral y est minoritaire depuis un certain temps. Et depuis plus d'un an, la gauche progresse en Wallonie et ne se tasse pas en Flandre. Serait-il dès lors normal d'avoir à nouveau un gouvernement aussi à droite qu'aujourd'hui alors qu'il aurait perdu les élections ? ■

Propos recueillis par
P.Lt.

Thierry Bodson

Naissance. Né à Liège, le 29 décembre 1960.

Etudes. Gradué en comptabilité de l'Enseignement supérieur économique de la ville de Liège.

Parcours. Responsable du service chômage de la FGTB Liège-Huy-Waremme (1992-1994), il est ensuite devenu l'adjoint du secrétaire régional de cette même structure. Il succède à celui-ci en 2002.

En 2008, il décroche un premier mandat de secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la FGTB. Seul candidat à sa succession, il vient d'obtenir un troisième mandat consécutif.

Faits d'arme. Proche du PS, il a déclaré sa préférence, l'an dernier, en faveur d'une coalition associant les socialistes à Ecolo et au PTB en 2019, à la Région wallonne.